R6 : Solidarité avec le Liban

Résolution à l'int. de l'Assemblée des délégué·e·s du 5 septembre 2020 à Bussigny (VD)

Dépositaires : Wanda Siegfried (JUSO Stadt Zürich), Myrta Grubenmann (JUSO Stadt Zürich), Nevin Hammad (JUSO Stadt Zürich), Zaccaria al-Fatlawi (JUSO Stadt Zürich), Joel Jansen (JUSO Baselland), Nino Russano (JUSO Basel-Stadt), Mohamed Abdirahim (JUSO Stadt Bern), Cybel Dickson (JUSO Aargau)

Le 4 août 2020, une énorme explosion s'est produite dans le port de Beyrouth, faisant des centaines de victimes ; des milliers de personnes furent blessés et une grande partie de la ville fut détruite. Néanmoins, la situation au Liban est précaire depuis bien longtemps : le pays est divisé en différentes communautés religieuses, des élites corrompues s'accrochent au pouvoir depuis des décennies et le conflit israélo-palestinien tout comme la guerre en Syrie ont poussé 1,5 million de personnes vers le Liban, dont certaines vivent encore dans des camps sans infrastructures adéquates ni sécurité. Toutefois, les infrastructures sont, en dehors des camps, également déficientes : l'accès dans des conditions satisfaisantes à de l'eau potable est inexistant et chaque jour l'électricité est coupée pendant au moins trois heures. En raison de toutes ces carences et de bien d'autres encore, les Libanais·e·s sont descendu·e·s dès l'automne 2019 dans la rue : un mouvement de masse contre l'élite politique s'est formé. Cependant, la pandémie de coronavirus a éclaté et un strict confinement a été ordonné. La livre libanaise, qui avait déjà perdu de la valeur auparavant, s'est complètement effondrée, des milliers de personnes se sont retrouvées sans revenus et une grande partie de la population souffre de la faim.

Infrastructures et places de travail

Le Liban a besoin de soutien. Les infrastructures déjà complètement défaillantes furent sévèrement endommagées par l'explosion. Non seulement cela détériore les conditions de vie de la population, mais le climat explosif pourrait aussi faire le jeu du Hezbollah[1] - qui déjà lors des précédentes crises avait massivement gagné en soutien. Les gens ont besoin de véritables alternatives et perspectives - par exemple par le biais de places de travail pouvant être créées par l'intermédiaire de projets de reconstruction. De tels projets ont, néanmoins, besoin d'argent, qui manque au Liban – en partie par la faute d'un État corrompu.

La JS revendique en conséquence de la Suisse un soutien financier pour des projets d'infrastructures réalisés par des ONG libanaises à but non lucratif.

Les avoirs issus de la corruption

Depuis le début des protestations, de grandes quantités d'argent ont quitté le Liban pour l'étranger - dont 2 milliards de dollars en direction la Suisse[2]. Il s'agit d'avoirs issus de la corruption qui ont été mis à l'abri ici. Cet argent manque à la population libanaise qui en a, en ce moment, cruellement besoin.

La JS Suisse revendique en conséquence l'ouverture immédiate d'enquêtes et le gel des avoirs issus de la corruption présents sur des comptes suisses.

---

[1] Le Hezbollah est une organisation chiite, qui est d'une part active en tant que parti politique, mais qui d'autre part possède une milice armée et contrôle le sud du Liban. Elle est en conflit armé avec Israël.

[2] https://www.bluewin.ch/de/news/schweiz/werden-benoetigte-staatsgelder-in-die-schweiz-verschoben-423481.html

Réfugié·e·s

Le nombre de réfugié·e·s est énorme : pour une population d'environ 4,5 millions d'habitant·e·s, il y a environ 1,5 million de réfugié·e·s dans le pays[3]. Cela met, d'une part, le pays à rude épreuve, comprime les salaires et renforce les tensions. D'autre part, la situation des réfugié·e·s est insoutenable, d'autant plus qu'elles et ils ont été beaucoup plus durement touché·e·s que quiconque par le corona et l'explosion.
La JS Suisse revendique en conséquence l'admission immédiate d'au moins 30'000[4] réfugié·e·s du Liban.

Le système de la Kafala

Dans les pays du Sud global, il est promis aux femmes* qu'elles obtiendront un bon travail au Liban. Une fois sur place, elles sont, dans la pratique, traitées comme des esclaves : elles travaillent tous les jours presque 24 heures sur 24 en tant que travailleuses domestiques pour généralement moins de 200 dollars par mois. Il s'agit du système dit de la Kafala[5] : les travailleuses domestiques ont des garant·e·s qui ont un contrôle total sur elles. Elles ne sont pas autorisées à circuler librement et leurs passeports sont confisqués par leurs garant·e·s. Elles n'ont plus le droit de quitter le pays tant que leur garant·e·s ne le souhaite pas. Elles ne peuvent pas non plus se défendre contre les agressions quotidiennes qu'elles subissent. En raison de la pandémie de corona et de la crise économique en résultant, beaucoup de ces employées ont tout simplement été mises à la rue - sans affaires, sans passeport, sans possibilité de rentrer chez elles et sans perspectives[6]. Ce système inhumain, patriarcal et capitaliste ne peut plus continuer.
La JS Suisse revendique en conséquence que le Conseil fédéral s'oppose systématiquement au système de la Kafala au sein de la communauté internationale et œuvre à son abolition.

Proposition du Comité directeur : accepter.

---

[3] https://www.republik.ch/2018/05/03/zum-kaempfen-verdammt

[4] Ce chiffre est obtenu en répartissant les réfugié·e·s entre tous les États membres de Schengen en fonction de leur population.

[5] « Kafala » est le mot arabe pour « garantie ».

[6] https://www.hrw.org/news/2020/07/27/lebanon-abolish-kafala-sponsorship-system et https://en.qantara.de/content/the-iniquity-of-the-kafala-system-lebanons-migrant-workers-exploited-then-abandoned?page=0%2C1